

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PROVINCE SUD



Chacun doit rester à sa place !

Depuis le début de cette crise inédite qui secoue la planète, chaque jour, chaque heure nécessite, en Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, de la concertation, de la réflexion et *in fine* des prises de décisions de la part des autorités, chacune dans son domaine de compétences et avec le sens des responsabilités et de l'intérêt général.

Jusqu'à présent, et dans la phase aigüe de la crise, c'est cet esprit qui a prévalu et ce, malgré la complexité institutionnelle qui caractérise notre organisation et qui aurait pu être de nature à handicaper la conduite d'une gestion de crise dont on sait qu'elle ne s'accommode pas de la multiplication des parties prenantes.

Dans ce contexte particulier, je condamne avec fermeté les propos du Sénat coutumier, des membres du gouvernement indépendantistes, et du président de l'Union Calédonienne.

D'abord, parce que chacun doit rester à sa place. Si les autorités de la province des Îles acceptent que ce soit les autorités coutumières qui décident sur leur sol, c'est leur choix, ce n'est pas le nôtre en province Sud.

Ensuite, parce que nous avons un besoin absolu des arrivées de forces de l'ordre pour assurer la sécurité de nos concitoyens, nous avons besoin de l'arrivée de personnels médicaux pour les garder en bonne santé.

Nous sommes français. La France assure notre sécurité militaire, notre sécurité au quotidien. Les internes en médecine sont des personnels expatriés. Nous avons le devoir de les laisser rentrer sur notre sol.

C'est la raison pour laquelle un protocole extrêmement strict a été mis en place avec la DASS : les personnels de l'Etat passent 14 jours confinés en métropole avant d'arriver, puis 21 jours confinés à Nouméa en arrivant. Toutes les conditions sont réunies pour permettre leur arrivée dans les prochaines semaines.

Il n'est absolument pas question que la crise actuelle permette, en jouant sur la peur, des opportunités de prise de pouvoir ou de chantage qui nuiraient d'une quelconque manière à la qualité des soins dispensés ou au niveau de sécurité de chacun des habitants de la province Sud.

J'y veillerai scrupuleusement et avec détermination, et j'invite tous les acteurs de la vie calédonienne à regarder en chaque instant, la direction donnée par la boussole de l'intérêt général.

Sonia BACKES

Présidente de l'Assemblée de la province Sud